

## 3.7 Étrangers - Immigrés

En 2015, 4,4 millions d'étrangers et 6,2 millions d'immigrés vivent en France, soit respectivement 6,7 % et 9,3 % de la population totale. L'immigration en France est un phénomène ancien. La moitié de la population des immigrés d'âges actifs (15-64 ans) est arrivée en France avant 1998. Parmi ceux qui sont arrivés à l'âge de 15 ans ou plus, près de la moitié déclarent avoir émigré pour des raisons familiales. En 2015, 51 % des immigrés sont des femmes, contre 44 % en 1968. L'immigration se féminise au fil des années et les femmes sont désormais aussi nombreuses que les hommes à venir étudier en France. La population immigrée est de plus en plus diplômée, pour des raisons qui tiennent à la fois aux niveaux d'études plus élevés atteints par les parents et à la poursuite des études en France de personnes arrivées enfants ou comme étudiants.

Depuis 1975, les origines géographiques des immigrés présents en France se diversifient. La part des immigrés originaires d'Europe se réduit et atteint 35 % en 2015 (contre 66 % en 1975). Cette baisse s'explique notamment par la diminution du nombre d'immigrés venus d'Espagne et d'Italie en raison des décès ou des retours au pays. Depuis 1999, les origines des immigrés européens sont de plus en plus variées, avec une part croissante d'immigrés nés en Europe de l'Est ou au Royaume-Uni. En 2015, 45 % des immigrés sont nés dans un pays du continent africain, soit 2,7 millions de personnes. Les personnes nées au Maghreb

représentent 29 % de l'ensemble des immigrés, une proportion stable depuis les années 1980. L'immigration d'Afrique subsaharienne est plus récente et concerne surtout des pays autrefois sous administration française. Enfin, 14 % des immigrés sont originaires d'Asie et 6 % d'Amérique ou d'Océanie. La migration en provenance des pays d'Asie autres que le Cambodge, le Laos et le Viêt Nam s'est accrue sur la période récente.

En 2017, le flux annuel des acquisitions de la **nationalité** française, avec 114 300 nouveaux Français, baisse par rapport à 2016 (-4,1 %). Cette diminution est principalement liée au recul des acquisitions de la nationalité par déclaration à raison du mariage (-15,6 %).

En 2017, le taux de chômage des étrangers non originaires de l'Union européenne (24 %) est 2,8 fois plus élevé que celui des personnes de nationalité française (9 %). Cette différence est un peu plus marquée pour les femmes (26 %, contre 9 % pour les femmes de nationalité française). Environ 6 % des actifs sont étrangers. Ces derniers sont surreprésentés parmi les ouvriers (11 % sont étrangers) et les artisans, commerçants et chefs d'entreprises de 10 salariés ou plus (8 %). Ils sont au contraire sous-représentés parmi les professions intermédiaires (3 %) et les cadres (5 %).

En 2017, la proportion d'étrangers dans la population de l'Union européenne (UE) est de 7,5 %, soit une part proche de celle observée en France (6,9 %). ■

### Définitions

**Étranger** : personne qui réside en France et ne possède pas la nationalité française, soit qu'elle possède une autre nationalité (à titre exclusif), soit qu'elle n'en ait aucune (c'est le cas des personnes apatrides). Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

**Immigré** : population constituée des personnes nées étrangères à l'étranger et résidant en France. Elle comprend donc en partie des personnes qui, depuis leur arrivée, ont acquis la nationalité française. À l'inverse, elle exclut les Français de naissance nés à l'étranger et résidant en France et les étrangers nés en France. Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

**Nationalité, naturalisation** : voir rubrique « Définitions » en annexes.

### Pour en savoir plus

- « France, portrait social », *Insee Références*, édition 2018.
- « L'insertion des immigrés, de l'arrivée en France au premier emploi », *Insee Première* n° 1717, novembre 2018.
- « L'accès à la nationalité française », *L'essentiel de l'immigration chiffres clefs*, DSED, juin 2018.
- « Les États membres de l'UE ont octroyé la nationalité à près d'un million de personnes en 2016 », *communiqué de presse* n° 59, Eurostat, avril 2018.
- « Le statut d'activité des immigrés entre 1968 et 2013 », *Infos migrations* n° 93, DSED, février 2018.

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr) dans la collection « Insee Références »

## Acquisitions de la nationalité française

	2000	2016	2017	
				part en %
<b>Acquisitions enregistrées</b>	<b>141 455</b>	<b>117 084</b>	<b>112 326</b>	<b>98,3</b>
Acquisitions par décret	77 478	68 067	65 654	57,5
naturalisations	68 750	65 524	63 128	55,2
réintégrations	8 728	2 543	2 526	2,2
Acquisitions par déclaration	63 977	49 017	46 672	40,8
déclaration anticipée	35 883	27 100	27 501	24,1
par mariage	26 056	(r) 20 702	17 476	15,3
par ascendants et fratries <sup>1</sup>	///	6	544	0,5
autres déclarations	2 038	1 209	1 151	1,0
<b>Acquisitions sans formalités</b>	<b>8 570</b>	<b>2 068</b>	<b>1 948</b>	<b>1,7</b>
<b>Total</b>	<b>150 025</b>	<b>119 152</b>	<b>114 274</b>	<b>100,0</b>

1. Cette nouvelle modalité d'acquisition a été créée à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016.  
Sources : ministère de l'Intérieur ; ministère de la Justice, SDSE.

## Part des étrangers et des immigrés au sein des actifs selon la catégorie socioprofessionnelle en 2017

	Population active en milliers	Part d'étrangers en %	Part d'immigrés en %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise (10 salariés ou +)	1 825	8,0	13,5
Cadres et professions intellectuelles supérieures	4 993	4,7	8,6
Professions intermédiaires	7 247	3,2	5,7
Employés	8 134	6,7	10,9
Ouvriers	6 453	11,1	15,3
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	471	14,6	17,5
<b>Ensemble<sup>1</sup></b>	<b>29 668</b>	<b>6,6</b>	<b>10,4</b>
dont salariés	23 749	5,9	9,5

1. Y c. catégorie socioprofessionnelle non déclarée.  
Champ : France hors Mayotte, personnes des ménages, personnes actives de 15 ans ou plus.  
Lecture : en 2017, 11,1 % des ouvriers sont étrangers et 15,3 % sont immigrés.  
Note : les chômeurs sont classés dans leur ancienne catégorie socioprofessionnelle.  
Source : Insee, enquête Emploi.

## Immigrés selon le pays de naissance en 2015

	Part en %	Effectif en milliers
<b>Europe</b>	<b>35,4</b>	<b>2 185</b>
<b>UE</b>	<b>30,8</b>	<b>1 897</b>
Espagne	4,0	249
Italie	4,6	286
Portugal	10,1	622
Royaume-Uni	2,4	148
Autres pays de l'UE	9,6	591
Autres pays d'Europe	4,7	288
<b>Afrique</b>	<b>44,6</b>	<b>2 754</b>
Algérie	12,8	791
Maroc	12,0	741
Tunisie	4,4	270
Autres pays d'Afrique	15,4	952
<b>Asie</b>	<b>14,3</b>	<b>883</b>
Turquie	4,0	249
Cambodge, Laos, Viêt Nam	2,6	160
Autres pays d'Asie	7,7	475
<b>Amérique, Océanie</b>	<b>5,6</b>	<b>346</b>
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>6 169</b>

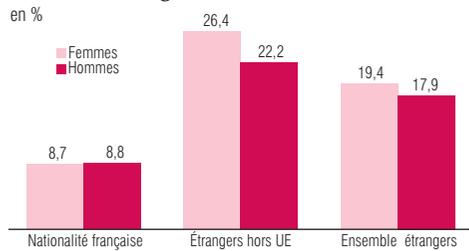
Source : Insee, RP 2015 exploitation principale.

## Population étrangère et immigrée par sexe et âge en 2015

	en %	
	Étrangers	Immigrés
Part des hommes	50,3	48,6
Part de la population ayant :		
moins de 15 ans	17,0	4,5
15 à 24 ans	8,9	8,0
25 à 54 ans	48,6	53,7
55 ans ou plus	25,4	33,8
<b>Nombre (en milliers)</b>	<b>4 428</b>	<b>6 169</b>
<b>Poids dans la population totale</b>	<b>6,7</b>	<b>9,3</b>

Source : Insee, RP 2015 exploitation principale.

## Taux de chômage selon la nationalité en 2017



Champ : France hors Mayotte, personnes des ménages, personnes actives de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquête Emploi.

## Population étrangère dans les pays de l'UE en 2017

	Population totale au 1 <sup>er</sup> janvier		Population active <sup>1</sup>	
	Étrangers <sup>2</sup> en milliers	Part en %	Étrangers <sup>2</sup> en milliers	Part en %
Allemagne	9 220	11,2	5 038	12,0
Autriche	1 333	15,2	727	16,4
Belgique	1 346	11,9	575	11,6
Bulgarie	79	1,1	6	0,2
Chypre	140	16,4	83	19,9
Croatie	46	1,1	4	0,2
Danemark	485	8,4	275	9,5
Espagne	4 420	9,5	2 715	12,0
Estonie	196	14,9	98	14,7
Finlande	242	4,4	92	3,5
<b>France<sup>3</sup></b>	<b>4 639</b>	<b>6,9</b>	<b>1 916</b>	<b>6,5</b>
Grèce	810	7,5	290	6,2
Hongrie	151	1,5	23	0,5
Irlande	565	11,8	363	15,9
Italie	5 047	8,3	2 790	11,0
Lettonie	279	14,3	114	12,0
Lituanie	20	0,7	8	0,6
Luxembourg	281	47,6	155	54,1
Malte	54	11,8	39	17,4
Pays-Bas	915	5,4	409	4,6
Pologne	210	0,6	80	0,5
Portugal	398	3,9	124	2,5
Rép. tchèque	511	4,8	132	2,5
Roumanie	114	0,6	8	0,1
Royaume-Uni	6 071	9,2	3 717	11,5
Slovaquie	70	1,3	9	0,3
Slovénie	114	5,5	46	4,6
Suède	841	8,4	397	7,6

1. Population âgée de 15 à 64 ans. 2. Personnes non citoyennes du pays dans lequel elles résident, apatrides inclus. 3. France hors Mayotte pour la population active.

Source : Eurostat (extraction du 15 octobre 2018).

## Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

## Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

## Les clés des Tableaux de l'économie française

Titre de la double-page

Numéro du thème  
et de la double page

### 11.4 Prix à la consommation

Les mots ou expressions  
en gras et en couleur  
sont définis plus bas  
ou dans la rubrique

« Définitions » en annexes

Une présentation  
synthétique sur  
chaque double-page

Des définitions pour  
comprendre les concepts  
clés de la double page

Toutes les définitions  
sont regroupées dans  
la rubrique « Définitions »  
en annexes

Des publications  
téléchargeables gratuitement  
pour approfondir le sujet  
Adresses des sites Internet  
à retrouver dans la rubrique  
« Adresses utiles » en annexes

Après une accélération en janvier 2017 à +1,3 %, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** baisse progressivement jusqu'en juillet 2017 avant de remonter régulièrement au second semestre pour atteindre +1,2 %, fin 2017. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit globalement le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. De même, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), remonte très lentement de février à décembre 2017, passant de +0,2 % à +0,6 % fin 2017.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent davantage en 2017 qu'en 2016 (+1,0 %, après +0,2 % entre 2015 et 2016) : l'inflation atteint ainsi un niveau supérieur à celui de 2013. Ce dynamisme reflète un vif rebond des prix de l'énergie et une accélération des prix de l'alimentation et du tabac. Seul un recul un peu plus prononcé des prix des produits manufacturés modère la hausse de l'inflation, alors que les prix des services croissent au même rythme qu'en 2016.

Après trois années de baisse consécutive, les prix des produits énergétiques sont en forte hausse en 2017 (+6,2 % en moyenne, après -2,8 %) en lien avec la fiscalité accrue sur les carburants en janvier 2017 et la remontée du cours moyen du Brent. Tous les prix des produits pétroliers rebondissent nettement :

combustibles liquides (+17,3 % en moyenne), gazole (+11,7 %) et essence (+5,8 %). Les prix du gaz participent aussi à la hausse de l'inflation énergétique (+4,6 %, après -7,6 % en 2016). En revanche, les prix de l'électricité ralentissent (+0,4 %, après +3,1 %).

En 2017, les prix des produits alimentaires (y compris boissons, alcoolisées ou non) augmentent plus rapidement qu'en 2016 (+1,0 % en moyenne, après +0,6 %), avec une nette accélération des prix des produits alimentaires hors produits frais. Après deux années de faible hausse, les prix du tabac augmentent davantage : +2,7 % entre 2016 et 2017 en lien avec le relèvement des taxes.

En 2017, les prix des produits manufacturés diminuent (-0,6 % en moyenne, après -0,5 % en 2016). Ceux des articles d'habillement et de chaussures sont stables. Le recul des prix des produits de santé se poursuit pour la quatrième année consécutive. Enfin, les prix des autres produits manufacturés baissent (-0,2 % en moyenne en 2017, après -0,1 %).

L'inflation dans les services est inchangée en 2017, à +1,0 %, comme en 2016. Les prix des services de transport rebondissent nettement (+2,0 %, après -1,5 %). Ceux des services de santé augmentent vivement à la suite de la revalorisation des tarifs de consultation (+1,3 %, après +0,2 %). En revanche, les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2017, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Quant aux prix des services de communication, ils se replient fortement, après trois années de hausse. ■

#### Définitions

**Indice des prix à la consommation (IPC)** : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1<sup>er</sup> quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

**Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente** : voir rubrique « Définitions » en annexes.

#### Pour en savoir plus

- « 2017 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse n° 102*, Eurostat, juin 2018.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2017 », *Informations rapides n° 8*, Insee, janvier 2018.
- Séries chronologiques ([www.insee.fr](http://www.insee.fr)).

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr) dans la collection « Insee Références »

114

TEF, édition 2019 – Insee Références

Une orientation vers le site [www.insee.fr](http://www.insee.fr) sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne, ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

## Prix à la consommation 11.4

### Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2017

en % — Unité

Fonction de consommation	Pondération <sup>1</sup>		Évolution 17/16		Fonction de consommation	Pondération <sup>1</sup>		Évolution 17/16	
	2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. <sup>2</sup>		2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. <sup>2</sup>
<b>Ensemble (y c. tabac)</b>	<b>10 000</b>	<b>1,0</b>	<b>1,2</b>		Transport	1 451	3,1	2,8	
<b>Ensemble (hors tabac)</b>	<b>9 812</b>	<b>1,0</b>	<b>1,1</b>		Achats de véhicules	362	0,7	1,7	
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 435	1,1	1,4		Utilisation de véhicules personnels	801	4,5	3,9	
Produits alimentaires	1 311	1,1	1,5		Services de transport	288	2,0	1,1	
Boissons non alcoolisées	124	0,6	0,7		Communications	285	-4,2	-4,2	
Boissons alcoolisées et tabac	380	1,6	3,3		Services postaux	17	3,8	3,8	
Boissons alcoolisées	192	0,6	0,7		Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-8,6	-5,0	
Tabac	188	2,7	6,0		Services de téléphonie et de télécopie	225	-4,0	-4,6	
Habillement et chaussures	447	0,1	0,0		Loisirs et culture	894	0,3	0,5	
Habillement	357	0,1	0,0		Équipements audio-visuels, photo et informatiques	138	-2,2	-1,2	
Chaussures y c. réparation	90	-0,2	-0,1		Autres biens durables (loisirs)	46	-1,4	1,5	
Logement, chauffage, éclairage	1 418	1,6	1,4		Autres articles et équip. de loisirs	242	-0,2	0,3	
Loyers d'habitation	629	0,2	0,2		Services récréatifs et culturels	309	1,1	1,2	
Entretien et réparation courante du log.	172	1,5	1,6		Presse, livres et papeterie	140	1,9	2,0	
Distribution d'eau et autres services	159	1,4	1,5		Voyages touristiques tout compris	19	1,7	-6,0	
Chauffage, éclairage	458	3,7	2,9		Éducation	4	1,2	0,6	
Meubles, équip. ménager, entretien maison	530	-0,2	-0,1		Hôtellerie, cafés, restaurants	752	1,6	1,4	
Meubles, tapis, revêtements de sol	154	-0,2	0,0		Restauration et cafés	587	1,4	1,2	
Articles de ménage en textile	39	0,9	1,2		Services d'hébergement	165	2,4	2,0	
Appareils ménagers	87	-2,0	-2,2		Autres biens et services	1 341	1,1	1,2	
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,4	0,9		Soins personnels	278	0,3	0,2	
Outils pour la maison et le jardin	50	-0,5	0,0		Effets personnels (non définis ailleurs)	119	0,9	1,1	
Entretien courant de l'habitation	130	0,4	0,4		Protection sociale	485	0,9	1,0	
Santé	1 063	-0,2	0,5		Assurances	296	2,1	2,3	
Médicaments et produits pharmaceutiques	463	-2,0	-1,7		Services financiers	38	2,5	2,2	
Médecine non hospitalière	600	1,3	2,2		Autres services	125	0,9	1,1	

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.
  2. Évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
- Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages. Note : base 100 en 2015.  
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

### Quelques hausses et baisses de prix en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

HausSES		Baisses	
	17/16		17/16
Combustibles liquides	+ 11,1	Pommes de terre	-10,8
Gazole	+ 9,4	Forfaits touristiques	-6,0
Médecines généralistes	+ 7,8	LuminaireS	-5,4
Fruits frais	+ 6,7	Matériel de téléphonie et de télécopie	-5,0
Huiles et graisses	+ 7,4	Matériel de nettoyage	-5,0
Tabac	+ 6,0	Appareils de transformation d'aliments	-5,0
Esence	+ 5,3	Appareils de cuisson	-4,2
Hydrocarbures liquéfiés (butane, propane, etc.)	+ 5,1	Matériel de traitement de l'information	-3,9
Services postaux	+ 3,8	Appareils photo et caméras	-3,8
Journaux et publications périodiques	+ 3,8	Tapis et moquettes	-3,4

Champ : France hors Mayotte. Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.  
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les Dom sauf indication contraire

### Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1991 à 2017

par rapport à l'année précédente en %



Champ : France hors Mayotte. Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.  
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

### Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

	17/16	17/16	
Allemagne	1,6	Lettonie	2,2
Autriche	2,3	Lituanie	3,8
Belgique	2,1	Luxembourg	1,6
Chypre	-0,4	Malte	1,3
Espagne	1,2	Pays-Bas	1,2
Estonie	3,8	Portugal	1,6
Finlande	0,5	Slovaquie	2,0
France	1,2	Slovénie	1,9
Grèce	1,0	Zone euro	1,7
Irlande	0,5	UE	1,4
Italie	1,0		

Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.  
Source : Eurostat (extraction du 24 mai 2018).

Des données de cadrage européennes ou mondiales